

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

DOSSIER : La santé comme moteur de la croissance 4 juillet 2007

Les dépenses de santé explosent. Tant mieux ! Handelsblatt, Olaf Storbeck

D'ici à 2050, les dépenses consacrées aux systèmes de santé dans les pays industrialisés devraient connaître, selon les calculs récents de deux économistes américains, une hausse spectaculaire qui rendra à terme leur financement particulièrement difficile. Cependant, selon ces deux experts de l'université de Berkeley, on aurait tort de vouloir empêcher cette évolution. La hausse des dépenses de santé correspond en effet au désir des individus, au fur et à mesure qu'ils s'enrichissent, de consacrer une part toujours plus grande de leurs revenus à un bien considéré comme supérieur.

« A votre santé » et à encore plus de croissance ! Deutsche Bank Research, Stefan Bergheim

La santé constitue un bien qui non seulement est fortement valorisé par les individus, mais peut aussi contribuer à renforcer la croissance économique :

d'abord, les personnes en meilleure santé produisent de façon plus efficace, ensuite, à mesure que la mortalité décline, la population croît, ce qui dynamise l'économie et, enfin, une espérance de vie plus longue incite davantage à investir dans le capital humain. Afin que ces effets positifs des dépenses de santé sur la croissance puissent pleinement jouer leur rôle, certaines conditions sociales et politiques doivent être réunies : notamment l'adoption d'une nouvelle définition de la vieillesse, un développement efficace des systèmes de santé, ainsi que la mise en œuvre de réformes des systèmes d'éducation et de retraite.

La maîtrise des dépenses de santé est-elle souhaitable ? Revue d'économie financière, Philippe Ulmann

Aucune réponse définitive ne peut être donnée à la question du bien-fondé de l'objectif de maîtrise des dépenses de santé. Sur la possibilité de limiter la progression de ces dernières, la réponse est plutôt positive à court terme, mais, compte tenu du progrès technique et du vieillissement de la population, plutôt négative à long terme. L'incertitude est encore plus importante en ce qui concerne la légitimité de la maîtrise des dépenses de santé. Cet objectif se justifie si ces dépenses ne font pas la preuve de leur efficacité (dans ce cas, il faudrait les réorienter vers des activités plus efficaces comme l'éducation ou le social). En même temps, on peut justifier la progression du poste santé dans le produit intérieur brut (PIB) par ses impacts positifs sur le bien-être de la population ainsi que sur l'emploi et sur l'innovation. La réponse à la question posée est donc avant tout politique et doit être formulée selon les aspirations de la société.

Rendre la France plus attractive pour les industries pharmaceutiques Réalités industrielles - Annales des Mines François Rain

Depuis dix ans, la France est le premier producteur européen de médicaments. Cette position est cependant menacée, non seulement à cause du phénomène de délocalisation de la production de médicaments dans les pays émergents, mais également en raison des piètres résultats obtenus en matière de recherche et de nouvelles technologies de la santé. Afin de rendre la France plus attractive pour les industries de la santé, il est désormais indispensable, comme le souligne l'auteur, d'affirmer une volonté et une vision stratégique ambitieuse. Ainsi, plutôt que de percevoir les industries de santé essentiellement comme une charge pour le système d'assurance-maladie, les enjeux d'attractivité de la France dans ce secteur devraient être placés au cœur du système de pilotage et de régulation de la santé.

EGALEMENT DANS CE NUMERO

FISCALITE

Réformer la fiscalité française pour faire face à la concurrence fiscale Reflets et perspectives de la vie économique Jacques Le Cacheux

Le système fiscal français se caractérise par certaines faiblesses qui le rendent particulièrement vulnérable à la concurrence fiscale. Il s'agit notamment du nombre relativement réduit de contribuables sur lesquels pèse l'impôt sur le revenu, du niveau élevé d'imposition supporté par les entreprises ainsi que de la persistance en France d'une imposition des patrimoines à travers l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Selon l'auteur, une réforme des prélèvements directs est possible sans amputer sensiblement les recettes totales, ni la redistributivité de l'ensemble.

Pour cela, il propose, par exemple, d'élargir les assiettes fiscales, de baisser l'impôt sur les sociétés et la taxe professionnelle et de fusionner l'impôt sur le revenu et la contribution sociale généralisée (CSG).

UNION EUROPEENNE

L'Europe sociale entre mythe et réalité, Droit social, Claire Aubin

Au cours de la campagne du référendum sur le traité constitutionnel européen organisé en France en 2005, l'Europe sociale a une fois de plus fait l'objet de nombreux débats. Le rejet du traité par les Français peut d'ailleurs en partie s'expliquer par la perplexité grandissante que suscite dans ce pays - doté depuis l'Après-guerre d'un système de protection sociale élevé -, la construction d'un État social européen qui semble de plus en plus hypothétique. Si les questions sociales ont dès l'origine été prises en compte dans le projet européen la dimension européenne a d'ailleurs transformé de façon significative le cadre et les pratiques sociales nationales - le concept d'Europe sociale semble aujourd'hui beaucoup trop ambigu pour constituer un outil opérationnel de réflexion et d'action.

COMMERCE INTERNATIONAL

Les enjeux du commerce équitable, Ecoflash, Delphine Pouchain et Matthias Knol

A partir des années 1980, se met progressivement en place un nouveau type d'échanges entre le Nord et le Sud : le commerce équitable. Ce système qui garantit au producteur du Sud un prix plancher pour sa production, permet de protéger son niveau de vie d'une éventuelle chute des cours. En dépit d'un contexte marqué par une montée de l'exigence éthique chez les consommateurs des pays riches, le commerce équitable demeure une pratique confidentielle.

Plusieurs expériences couronnées de succès ont néanmoins permis d'amorcer un réel développement dans un certain nombre de communautés paysannes du Tiers-monde.